

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau du développement durable

N° ICPE : 0600012

Arrêté relatif
au renouvellement et à l'extension de l'autorisation
d'exploiter une carrière de granite au lieu-dit « Plamborde »
sur le territoire de la commune de Burlats

Le Préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code minier ;
- Vu le code du patrimoine ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses livres II – Titre 1^{er} et V – Titre 1^{er} ;
- Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
- Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du Préfet de la région Midi-Pyrénées en date du 6 août 1996 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1977 autorisant Monsieur Henri MONTAGNE, demeurant « La Garrigarié » à Burlats, à exploiter, à ciel ouvert une carrière de granite sur les parcelles cadastrées section AY n° 72 et 73, au lieu-dit "Plamborde", sur la commune de Burlats ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1978 accordant le transfert de l'autorisation précédente à Monsieur André MONTAGNE, demeurant La Rouquette à Burlats ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 accordant le transfert de l'autorisation précédente au nom de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 autorisant la SARL Les Carrières de l'Arthuzié à poursuivre et à étendre l'exploitation, à ciel ouvert, d'une carrière de granite sur les parcelles cadastrées section AY n° 63, 70 et 71p, au lieu-dit « Plamborde » sur le territoire de la commune de Burlats ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2005 approuvant le schéma départemental des carrières du Tarn qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2005 portant délégation de signature à Monsieur Christian JOUVE, Secrétaire général de la Préfecture du Tarn ;

Vu la demande, avec pièces à l'appui, présentée le 20 avril 2005, par laquelle Monsieur Yannick POUGET, agissant en qualité de gérant de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié - dont le siège social est à 81 100 Burlats, 38 lotissement du Carla - sollicite le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter à ciel ouvert la carrière de granite sise au lieu-dit "Plamborde", sur le territoire de la commune de Burlats ;

Vu le dossier de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis des services intéressés ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 13 octobre 2005 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des carrières en sa séance du 4 novembre 2005 ;

Considérant que l'établissement est soumis à autorisation ;

Considérant que, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Burlats, des parties des parcelles n° 71, 72 et 73 sont classées en zone ND dans laquelle les exploitations de carrières sont interdites ;

Considérant, qu'afin d'assurer la protection sonore de la maison d'habitation de Garlesque située à proximité, à l'est de la zone d'exploitation, l'exploitant plantera un merlon, qui sera végétalisé, et fera réaliser la détermination des vibrations engendrées lors des tirs à l'explosif pour déterminer les quantités d'explosifs à utiliser en vue du respect des valeurs imposées par la réglementation ;

Considérant que les prescriptions proposées par le Parc naturel régional du Haut-Languedoc ont été prises en compte, pour préserver l'intégrité du site du chaos de la Rouquette et les conditions d'aménagements futurs du chaos en terme de découverte et de tourisme ;

Considérant que l'exploitation est limitée à 30 m des ruisseaux du Lézer et des Garlesques afin d'assurer leur protection et de diminuer l'impact de la carrière dans la ZNIEFF ;

Considérant que l'exploitant devra prendre toutes dispositions afin d'assurer la protection de la « Sagne » (grotte) se trouvant sur la parcelle cadastrée section AY n°65 ;

Considérant que l'impact visuel et paysager de l'exploitation sera limité par le maintien de la végétation aux abords des zones d'exploitation et la mise en place de merlons ;

Considérant que l'exploitant réalisera les travaux de débroussaillage des abords de la carrière dans la zone de protection d'une largeur de 10 mètres autour de la zone autorisée, afin d'éviter l'extension rapide aux surfaces boisées d'un sinistre sur le site ;

Considérant que, pour s'assurer de la qualité des eaux rejetées au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, notamment en ce qui concerne leur concentration en matières en suspension, l'exploitant doit prévoir un système de décantation pour traiter les eaux rejetées et réalisera des analyses d'eau, tous les semestres, à ses frais, par un laboratoire agréé ;

Considérant que l'exploitant devra prendre l'attache des services techniques de France Télécom avant le début des travaux d'extraction compte tenu de la présence d'un réseau aérien et souterrain de lignes téléphoniques traversant le sud de la zone ;

Considérant que l'entretien des voies de communication relève des dispositions du code de la voirie routière ;

Considérant que la remise en état du site ne pourra être effectuée qu'en fin d'exploitation ; les travaux d'extraction étant réalisés en deux zones, compte tenu de la qualité différente du granite, convergeant l'une vers l'autre ;

Considérant que le calcul des garanties financières prend en compte le dernier indice TP 01 connu de avril 2005 (519,8) ;

Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;

Considérant que, par lettre en date du 18 octobre 2005, le demandeur a été informé des propositions de l'inspecteur des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale des carrières ;

Considérant que par courrier du 11 janvier 2006 le demandeur a été invité à formuler ses éventuelles observations par écrit sur le projet d'arrêté dans le délai mentionné à l'article 11 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

Considérant que les prescriptions techniques annexées au présent arrêté, qui prennent en compte les remarques formulées lors de l'enquête publique et lors de la consultation des services administratifs, sont de nature à réduire les nuisances et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes afin de permettre de sauvegarder la qualité des eaux, la salubrité publique et la tranquillité du voisinage ;

ARRETE :

Article 1er : Les arrêtés préfectoraux des 20 janvier 1977, 10 novembre 1978, 24 octobre 2000 et 15 juillet 2004 sont abrogés.

Article 2 : Le présent arrêté est pris exclusivement au titre de la législation des installations classées.

La SARL Les Carrières de l'Arthuzié, dont le siège social est à 81 100 Burlats, 38 lotissement du Carla, est autorisée à :

- poursuivre l'exploitation, à ciel ouvert, d'une carrière de granite sur les parcelles cadastrées section AY n° 63, 70, 71p, 72 et 73 ;
- procéder à l'extension de cette exploitation sur les parcelles cadastrées section AY numéro 62, 64p, 65, 66, 67, 68 et 69.

Ces parcelles représentent une superficie totale de 8ha 84a 79ca du territoire de la commune de Burlats.

Cette autorisation exclut les parties des parcelles cadastrées section AY n° 71, 72 et 73 classées actuellement en zone ND du plan local d'urbanisme de la commune de Burlats, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de révision.

Dès que la compatibilité avec ce document d'urbanisme aura été constatée, l'autorisation d'exploiter ces parcelles pourra être délivrée par arrêté complémentaire, sur demande écrite de l'exploitant et après consultation de la commission départementale des carrières.

Article 3 : Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Activité	Rubrique	Régime
Exploitation de carrière	2510-1	Autorisation
Installation de compression d'air (297kW)	2920 – 2 - b	Déclaration
Dépôt de liquides inflammables (3 m ³)		Non soumis

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour l'installation de compression d'air. Cette installation est aménagée et exploitée conformément à l'arrêté type, annexé au présent arrêté, relatif aux prescriptions applicables aux installations de réfrigération ou de compression relevant de la rubrique n° 2920 sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

Article 4 : La production annuelle maximale est de 6 900 tonnes.

Article 5 : L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 15 juillet 2029 pour les parcelles section AY n° 63, 70 et 71p et pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté pour les autres parcelles.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des contrats de forage dont est titulaire le bénéficiaire.

Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 2 ci-dessus.

L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 6 : La SARL Les Carrières de l'Arthuzié respecte l'ensemble des prescriptions annexées au présent arrêté, ainsi que les dispositions figurant dans sa demande, notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de danger, et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

Article 7 : L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaire dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que la conservation des sites et des monuments, sans que l'exploitant puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 8 : L'exploitation doit être située et installée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Article 9 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Article 10 : L'exploitant doit se soumettre à la visite de son établissement par l'inspecteur des installations classées.

Article 11 : Toute transformation dans la méthode d'exploitation ou dans celle de remise en état des terrains exploités, toute extension de l'exploitation, nécessitent une demande d'autorisation complémentaire qui devra être déposée préalablement aux changements projetés.

Article 12 : Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration dans les conditions prévues à l'article 23-2 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

L'exploitation de la carrière ne pourra être entreprise par le nouvel exploitant que sous couvert de l'arrêté complémentaire prévu à l'article 18 de ce même décret.

Article 13 : En cas de vente, le vendeur du terrain sur lequel se trouve l'exploitation est tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il devra l'informer également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants résultant de l'exploitation.

Article 14 : En cas de cessation de l'activité de cet établissement, l'exploitant notifie au préfet, bureau du développement durable, la date de cet arrêt au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

Cette notification est faite dans les formes prévues à l'article 34-3-I du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

Article 15 : Conformément aux dispositions de l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès que sont réalisés les travaux préparatoires définis dans les prescriptions ci-annexées.

Un avis annonçant le dépôt de cette déclaration est publié par les soins des services préfectoraux et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou dans les départements intéressés.

Cette déclaration est accompagnée de la justification du dépôt des garanties financières telles que prévues au chapitre "Garanties Financières" ci-après, ainsi que du plan de bornage prévu au chapitre "Travaux Préparatoires" ci-après.

Article 16 : Le chef d'établissement établit, dans les six mois suivant la déclaration de début d'exploitation visée à l'article ci-dessus, un rapport concernant la vérification du respect de l'arrêté préfectoral et l'adéquation des prescriptions aux conditions réelles de fonctionnement.

Ce rapport est communiqué à la préfecture du Tarn.

Article 17 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente autorisation peut être déferée à la juridiction administrative (tribunal administratif) par

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente autorisation lui a été notifiée ;

- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Article 18 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

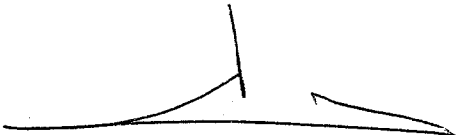
Article 19 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, le maire de Burlats, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée sur place, à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait en sera affiché à la mairie de Burlats pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Fait à Albi, le **26 JAN. 2006**
Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire général



Christian JOUVE

PRESCRIPTIONS ANNEXEES A

L'ARRETE PREFECTORAL

AUTORISANT

LA SARL LES CARRIERES DE L'ARTHUZIE

A EXPLOITER UNE

CARRIERE DE GRANITE

AU LIEU-DIT "PLAMBORDE"

COMMUNE DE BURLATS

SOMMAIRE

<u>TITRE</u>	<u>PAGE</u>
* TRAVAUX PREPARATOIRES	9
* DISPOSITIONS GENERALES	10
* DISPOSITIONS PARTICULIERES	11
* CONDUITE DE L'EXPLOITATION	13
* PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES	16
* GARANTIES FINANCIERES	20
* ANNEXES :	
1 - plan cadastral	
2 - plans et phasages d'exploitation	
3 - plan de remise en état	
4 - arrêté type – Rubrique 2920 (ex 361)	

TRAVAUX PREPARATOIRES

TP 1 : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

TP 2 : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

A cet effet, des bornes (ou autres repères fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Le plan matérialisant la position des repères est à joindre à la déclaration de début d'exploitation.

TP 3 : En complément au bornage prévu à l'article précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée et en accord avec l'inspecteur des installations classées.

TP 4 : Les différentes zones non exploitables sont délimitées par des bornes (ou repères fixes) maintenues visibles et en bon état pendant la durée de l'autorisation, notamment la zone de protection des ruisseaux, d'une largeur de 30 mètres, en bordure des parcelles cadastrées section AY n° 71, 72 et 73.

TP 5 : Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté.

DISPOSITIONS GENERALES

DG 1 : L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II - (titre III)-(parties législative et réglementaire), du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

DG 2 : Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté, tous les résultats des mesures effectuées au titre du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

DG 3 : Tous les travaux sont réalisés conformément aux dispositions du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives.

DG 4 : La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est réglée conformément aux dispositions du code de la voirie routière.

DG 5 : Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.

DG 6 : L'exploitant se tient informé sur la réglementation en vigueur concernant les fouilles archéologiques (Code du patrimoine Livre V-titre III - découvertes fortuites).

REGISTRES ET PLANS

DG 7 : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000^e ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :

- * les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ;
- * les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ;
- * les cotes NGF des différents points significatifs ;
- * les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;
- * la position des ouvrages à préserver.

SECURITE DU PUBLIC

DG 8 : Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière doit être contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

A cet effet, un dispositif de fermeture (barrière, portail, ...) est implanté à l'entrée de l'exploitation. Des panneaux interdisant l'accès et rappelant le danger complètent cette protection.

DG 9 : L'accès du site d'exploitation doit être fermé en dehors des heures d'activité.

DG 10 : L'interdiction d'accès au public est affichée en limites de la zone autorisée, à proximité de chaque accès et en tout autre point défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

DG 11 : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

DP 1 : Une zone de protection d'une largeur minimale de 30 mètres est laissée inexploitée sur les parcelles cadastrées section AY n° 71, 72 et 73 afin d'assurer la protection des ruisseaux du Lézert et des Garlesques.

DP 2 : La piste de desserte de la carrière est aménagée et maintenue à la limite nord-ouest, afin de soustraire la carrière à la vue depuis le chaos et de constituer une zone tampon entre ce dernier et la zone d'exploitation.

DP 3 : Un merlon, d'une hauteur relative de 1 m à 1,50 m, composé si possible de terre végétale, est aménagé sur la bordure ouest de la piste définie ci-dessus. Il sera réalisé depuis la borne de la parcelle n° 72 jusqu'au virage situé sur la parcelle n° 73.

DP 4 : Aucun bloc de granite ou tout autre matériau ne doit être stocké sur cette bordure qui doit faire office d'écran végétal en étant plantée d'une haie d'arbres et d'arbustes.

DP 5 : La partie de ce secteur qui a déjà fait l'objet de dépôt de blocs et de terre est garnie de terre et est talutée en talus régulier.

DP 6 : L'exploitant veille à éviter toute évacuation ou ravinement des eaux vers le versant face au chaos.

DP 7 : L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer aux eaux rejetées dans le milieu naturel en sortie des bassins de décantation la qualité prévue par l'article 18.2.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (caractéristiques des bassins de décantation notamment).

A cet effet, il fait effectuer semestriellement des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, à ses frais et par un laboratoire agréé.

Les résultats de ces analyses sont communiqués à la préfecture du Tarn.

DP 8 : L'exploitant assure, en temps que de besoin, le débroussaillage de la zone de protection d'une largeur de 10 mètres non exploitée autour de la zone d'extraction.

DP 9 : Dès réalisation du merlon prévu à l'article DP 12 ci-après, l'exploitant fait procéder à la détermination du niveau sonore engendré par le fonctionnement de son installation aux abords de la maison d'habitation de Garlesque.

Cette étude, qui doit être réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (article 22-1), est à communiquer à la préfecture du Tarn dans le mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

DP 10 : Au fur et à mesure de l'avance de l'exploitation en partie sud-ouest, l'exploitant crée un merlon le long du bord ouest de la parcelle n° 64.

DP 11 : Dès réalisation d'un tir d'abattage à la dynamite puis dès le début d'exploitation de la phase 2, tranche sud-est, l'exploitant fait réaliser la détermination des vibrations engendrées par les tirs.

Cette étude servira à l'élaboration de plans de tir permettant le respect des dispositions de l'article 22-2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié au niveau de la maison de Garlesque. Elle est à communiquer à la préfecture du Tarn.

DP 12 : Afin d'assurer la protection sonore de la maison d'habitation située à l'est de la zone d'exploitation, l'exploitant implante un merlon sur la zone de protection de 10 mètres, dans l'angle est de la parcelle n° 68.

Ce merlon, qui se poursuivra de part et d'autre de cet angle, aura une longueur totale de 40 mètres et sera végétalisé.

Il doit être mis en place avant le mois de décembre 2006.

DP 13 : L'exploitant prend toutes dispositions afin d'assurer la protection de la "sagne" (grotte) se trouvant sur la parcelle cadastrée section AY n° 65.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de polices prescrites, l'exploitation doit être conduite conformément aux dispositions suivantes :

GENERALITES

CE 1 : L'extraction est réalisée en fouille et à sec, à l'aide d'engins hydrauliques et utilisation d'explosifs.

CE 2 : L'exploitation respecte les zones définies dans le chapitre "Travaux Préparatoires"

DECAPAGE

CE 3 : Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours d'exploitation.

CE 4 : Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux ou utilisés immédiatement pour remblayer les emplacements remis en état de manière coordonnée.

CE 5 : Les travaux de décapage sont réalisés, dans la mesure du possible, en dehors de la période sèche d'été (juillet à septembre). Dans le cas contraire, toutes mesures sont prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement.

EXTRACTION

CE 6 : L'extraction portera sur une épaisseur maximale de 10 mètres et une côte minimale en fond d'excavation de 373 m NGF.

CE 7 : L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.

CE 8 : Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :

- ↳ L'extraction des matériaux est réalisée en fouille et à sec ;
- ↳ L'extraction des matériaux est effectuée sur deux secteurs :
 - secteur sud-ouest : sens d'exploitation nord-ouest/sud-est ;
 - secteur nord-est : sens d'exploitation nord-est/sud-ouest.

CE 9 : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée.

CE 10 : Le pompage de la nappe phréatique (ou dans l'un des ruisseaux bordant la zone autorisée) pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit.

ABATTAGE A L'EXPLOSIF

CE 11 : L'exploitant définit un plan de tir qu'il communique à la préfecture du Tarn.

Il prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

REMISE EN ETAT DES SOLS

CE 12 : La remise en état des terrains exploités est réalisée en fin d'exploitation.

CE 13 : Sous les mêmes réserves que celles fixées au paragraphe DG 3 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté, elle est effectuée conformément aux engagements initiaux pris dans la demande d'autorisation, en particulier dans l'étude d'impact, à savoir principalement :

- remise en état des fronts, par apport de stériles d'exploitations et réglage à une pente maximale de 1 / 1 ;
- remblayage partiel des fonds de fouille avec les stériles d'exploitations et de production ;
- régalage de terres sur la superficie partiellement remblayée
- réalisation de plantations en accord avec les services de la direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt ou de l'Office National des Forêts.

CE 14 : Les bords des excavations sont laissés à une distance horizontale minimale de dix mètres des limites du périmètre, de la voirie et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

CE 15 : D'une manière générale, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être à une distance horizontale suffisante du bord supérieur de la fouille ou le talutage final doit être réalisé de telle sorte que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise, même à long terme.

Cette distance doit prendre en compte la hauteur totale des excavations, ainsi que la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

En toute hypothèse, aucun talutage final n'aura une pente supérieure à 60°.

CE 16 : Les terrains après la remise en état constituent une zone arborée.

CONTRÔLE DES TRAVAUX DE REMISE EN ETAT

CE 17 : Tous les cinq ans à compter de la date de la présente autorisation, l'exploitant communique à la préfecture du Tarn un dossier comportant des relevés de terrains et des coupes permettant le contrôle et la détermination éventuelle de nouvelles garanties financières.

CE 18 : L'extraction des matériaux commercialisables est achevée six mois avant la fin de validité du présent arrêté.

A cette date, l'exploitant adresse au préfet une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- ↳ le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos) ;
- ↳ un mémoire définissant les travaux à réaliser et leur échéance ;
- ↳ le plan de remise en état définitif ;

CE 19 : A l'échéance de l'autorisation :

- ↳ la remise en état des terrains exploités est achevée ;
- ↳ l'ensemble du site est nettoyé et débarrassé de tous vestiges et matériel d'exploitation ;
- ↳ l'état des terrains est conforme aux plans et schémas annexés au présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact initiale.

PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

PN 1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ainsi que ceux de nuisances par le bruit et les vibrations

Il veille, de plus, à limiter l'impact visuel de l'exploitation.

POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

PN 2 : Toute opération d'entretien des engins de chantier et des véhicules est interdite sur le site.

PN 3 : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés

- ↳ soit sur une aire fixe étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ;
- ↳ soit sur une aire mobile apportant les mêmes garanties.

PN 4 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes

-100 p 100 de la capacité du plus grand réservoir

-50 p 100 de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 p 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

PN 5 : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets.

EAUX REJETEES DANS LE MILIEU NATUREL

PN 6 : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- ↳ le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- ↳ la température est inférieure à 30°C ;
- ↳ les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l
- ↳ la demande chimique en oxygène (DCO) sur un effluent non décanté a une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- ↳ les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l .

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

PN 7 : L'exploitant fait procéder à ses frais et sur demande de l'inspecteur des installations classées à des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel.

Ces analyses seront faites par un laboratoire agréé.

POLLUTION DE L AIR

PN 8 : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

PN 9 : En périodes sèches, les pistes de roulage sont arrosées régulièrement.

PN 10 : Les stocks de matériaux fins (terres végétales) sont stabilisés.

PREVENTION DES INCENDIES

PN 11 : Les engins et véhicules utilisés sur le site sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

DECHETS

PN 12 : Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis éliminées vers des installations dûment autorisées. L'exploitant doit conserver les justificatifs correspondants.

PN 13 : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations possibles de valorisation.

TRANSPORTS

PN 14 : Les véhicules affectés au transport des matériaux sont entretenus de manière à limiter les nuisances ou les dangers.

PN 15 : De manière générale, les règles de circulation mises en place par l'exploitant à l'intérieur de la carrière ou par le code de la route sont scrupuleusement respectées.

PN 16 : Le poids total en charge des véhicules doit être respecté.

BRUITS ET VIBRATIONS

PN 17 : L'exploitation est conduite de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

PN 18 : Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq.

PN 19 : Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont :

Niveaux limites admissibles de bruits en db(a)	
Jour (7h à 22h)	Nuit (22h à 7h) ainsi que dimanches et jours fériés
70	60

De plus, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, dans les zones d'urgence réglementées telles que définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, d'une émergence supérieure à :

Si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) :

- ↳ 6 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés ;
- ↳ 4 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) :

- ↳ 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés ;
- ↳ 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

PN 20 : L'exploitant fait procéder à ses frais à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité dans les conditions prévues à l'article DP 9 ci-dessus puis chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

PN 21 : L'émergence et les niveaux sonores sont mesurés conformément à la méthodologie définie dans l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

PN 22 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

PN 23 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention (notamment lors des tirs à l'explosif), ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

PN 24 : Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

PN 25 : L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées dues à son activité dans les conditions prévues à l'article DP 11 ci-dessus puis chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

Pour les constructions avoisinantes, la vitesse particulière pondérée maximale est fixée par les dispositions de l'article 22-2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. Cette vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal monofréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

Si nécessaire, l'inspecteur des installations classées peut demander une analyse spectrale détaillée et un calcul de la vitesse particulière pondérée point par point.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

GARANTIES FINANCIERES

GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini au chapitre "Conduite de l'Exploitation" ci-dessus, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à la dite période. Ce montant est :

1 ^{ère} période quinquennale :	75 784 €
2 ^{ème} période quinquennale :	75 476 €
3 ^{ème} période quinquennale :	75 441 €
4 ^{ème} période quinquennale :	75 270 €
5 ^{ème} période quinquennale :	75 270 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

GF2 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 15 de la présente autorisation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Le montant des garanties financières fixé au paragraphe GF1 ci dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice du mois d'avril 2005 (519,8).

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie au paragraphe GF1 ci-dessus
- augmentation de cet indice supérieure à 15% pour la période courant depuis la dernière actualisation

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières est faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues au paragraphe GF 4 ci-dessous.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25% au chiffre figurant ci-dessus, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

GF 3 : Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire
- soit en cas de disparition physiques (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté

GF4 : Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée ci-dessus ou de l'attestation de renouvellement visée au paragraphe GF 1 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LIEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de l'ARTHUZIE

PLAN D'EXPLOITATION

ECHELLE : 1 / 2000

- LEGENDE
- ZONE EXPLOITEE
Nouveau front Superficie = 9300m²
 - ZONE DE STOCKAGE
Superficie en zone exploitée = 2200 m²
Superficie en zone non-exploitées = 600 m²
Bassin de décantation
Superficie en zone exploitée = 1250 m²
Superficie en zone non-exploitée = 410 m²
Direction d'exploitation
 - PISTE
Largeur = 700 m
 - FRONT DE TAILLE
 - Zone boisée
 - Talus
 - Niveau moyen de la plateforme
 - Position du profil en long

45 Boulevard Léon Bourgeois
81100 CASTRES

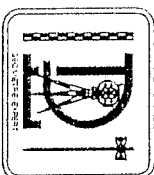
-S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

e-mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

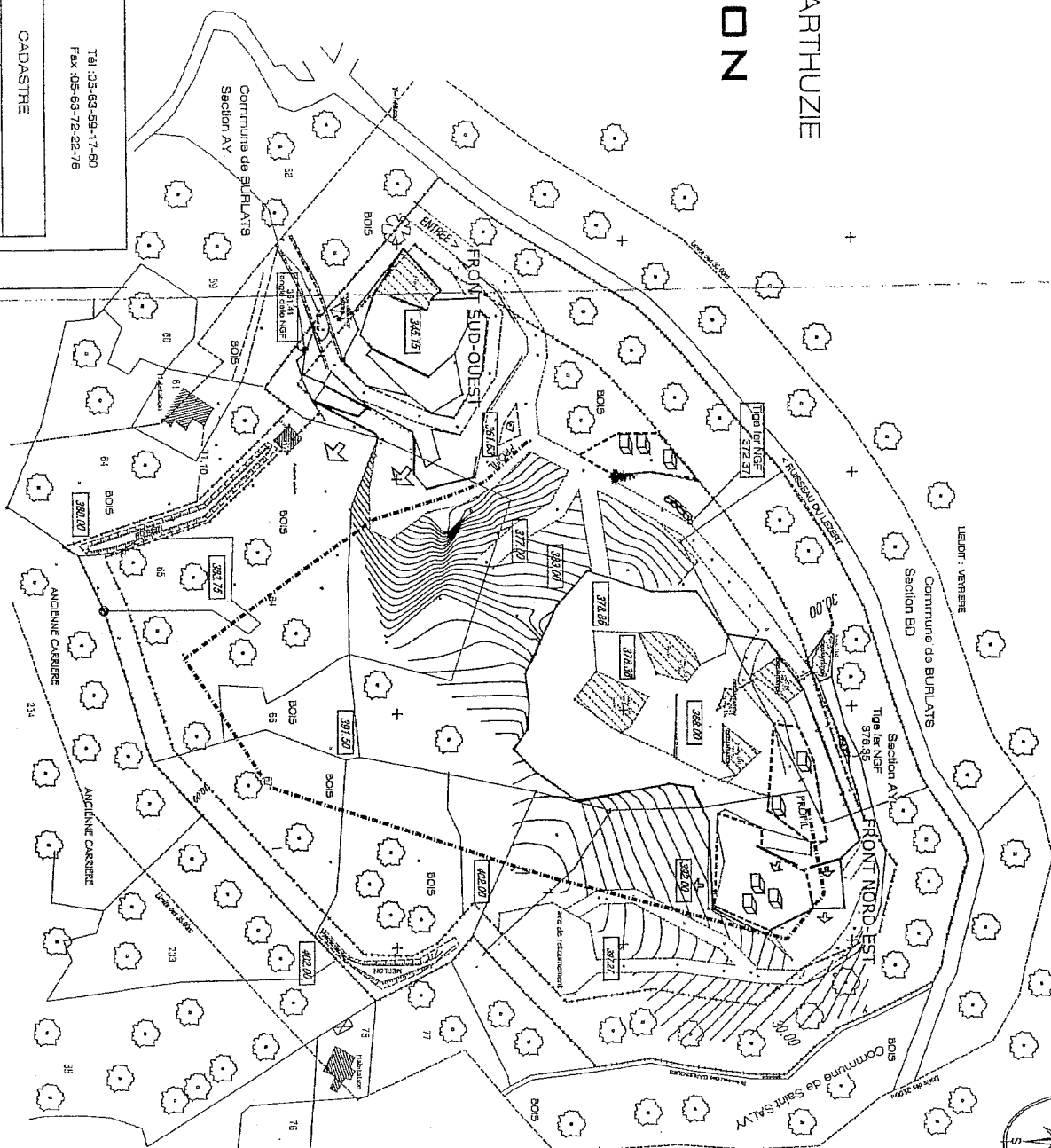
Tel : 05-63-69-17-60
Fax : 05-63-72-22-76

CADASTRE

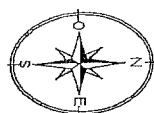
Référence : 97040TR-05
à CASTRES : en AVRIL 2005
MISE A JOUR
Dessiné par JOUGLA J-C



SECTION	AY
NUMEROS	63-70-71-72-73 82-84-85-86-87-88-89- SUPERFICIE de l'AUTORISATION
	Bha 84a 79ca



NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.



LEGENDE

- Point de nivellement
- Périmètre des parcelles visées dans la demande d'autorisation
- Restitution du plan cadastral

NOTA

COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT

NIVELLEMENT BATIACHE AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE

DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LIEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de l'ARTHUZIE

TRANCHE PREVISIONNELLE

1 ère tranche quinquennale

ECHELLE : 1 / 2000

- LEGENDE
- ZONE EXPLOITEE
Nouveau front Superficie = 11800m²
 - ZONE DE STOCKAGE
Superficie en zone exploitée = 2200 m²
Superficie en zone non-exploitée = 600 m²
Bassin de décantation
Superficie en zone exploitée = 1250 m²
Superficie en zone non-exploitée = 410 m²
Direction d'exploitation
 - PISTE
Linéaire = 700 m
 - FRONT DE TAILLE
 - Zone boisée
 - Talus
 - Niveau moyen de la plateforme
 - Position du profil en long

45 Boulevard Léon Bourgeois
81 100 CASTRES

Référence : 97040TR-05

à CASTRES : en AVRIL 2005

MISE A JOUR

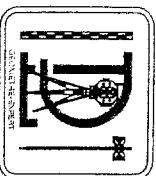
Dessiné par

JOUCLA J-C

-S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

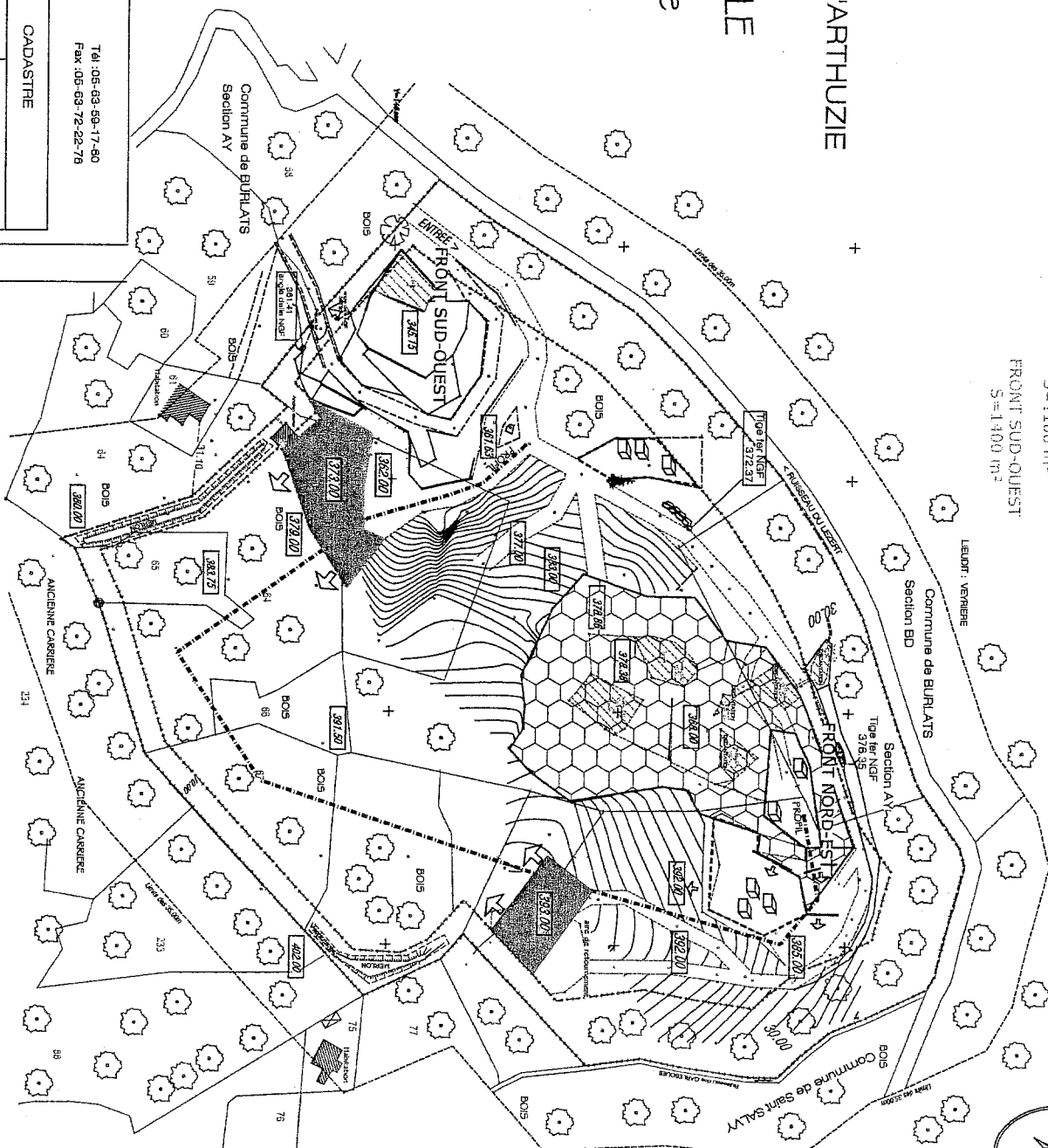
e mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

Tél : 05-63-69-17-60
Fax : 05-63-72-22-76



CADASTRE	
SECTION	AY
N° parcelles	63-70-71-72-73 62-64-65-66-67-68-69- de l'AUTORISATION
	8ha 84a 79ca

1 ère tranche
hauteur de front 6,00m
FRONT NORD-EST
S=1100 m²
FRONT SUD-OUEST
S=1400 m²



NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.
Tranche prévisionnelle indiquée par l'exploitation.

LEGENDE
Point de nivellement
périmètre des parcelles visées dans la demande d'arrêté
limite de la zone exploitable
Résultant du plan cadastral

NOTA :
COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT
NIVELLEMENT PATRAGON AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE

DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LIEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de L'ARTHUZIE

TRANCHE PREVISIONNELLE 3ème tranche quinquennale

ECHELLE : 1 / 2000

LEGENDE

- ZONE EXPLOITEE
Superficie = 19750m²
- ZONE DE STOCKAGE
Superficie en zone exploitée = 2200 m²
Superficie en zone non exploitée = 600 m²
- Bassin de décantation
Superficie en zone exploitée = 1250 m²
Superficie en zone non-exploitées = 410 m²
- Direction d'exploitation
- PISTE
Linéaire = 700 m
- FRONT DE TAILLE
- Zone boisée
- Talus
- Niveau moyen de la plateforme
- Position du profil en long
- ZONE EXPLOITEE
- REMISE EN ETAT = 1050m²

45 Boulevard Léon Bourgeois
81100 CASTRES

S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

e-mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

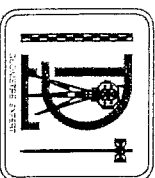
Tél : 05-63-56-17-50
Fax : 05-63-72-22-76

Référence : 97040TH-05

à CASTRES en AVRIL 2005

MISE A JOUR

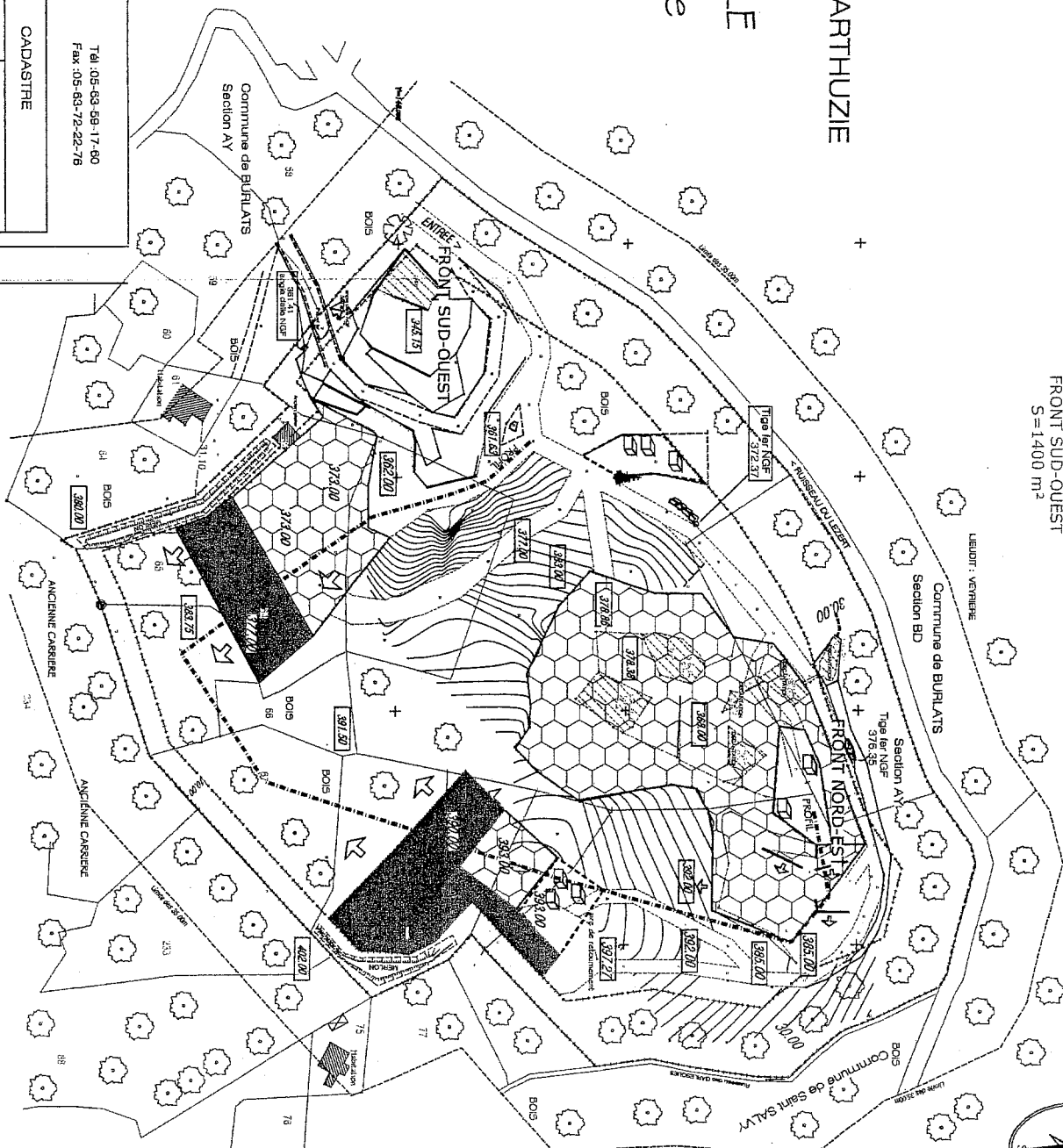
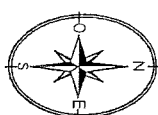
Dessiné par JOUGLA J-C



CADASTRE	
SECTION	AY
Numéros	63-70-71-72-73 65-66-67-68-69-70-71-72-73
SUPERFICIE de l'AUTORISATION	81a 84a 79ca

3ème tranche
hauteur de front 6,00m
FRONT NORD-EST
S=1100 m²
FRONT SUD-OUEST
S=1400 m²

NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.
Tranche prévisionnelle indiquée par l'exploitation.



LEGENDE
Point de nivellement
périmètre des parcelles visées dans la demande d'autorisation
limite de la zone exploitable
Restauration du plan cadastral

NOTA:
COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT
NIVELLEMENT RAFFICHE AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE.

DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LIEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

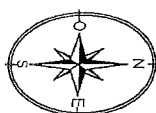
Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de L'ARTHUZIE

TRANCHE PREVISIONNELLE 4ème tranche quinquennale

ECHELLE : 1 / 2000

4ème tranche
hauteur de front 6,00m
FRONT NORD-EST
S=1100 m²
FRONT SUD-OUEST
S=1400 m²

NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.
Tranche prévisionnelle indiquée par l'exploitation.



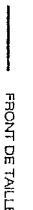
ZONE EXPLOITEE
Superficie = 17750m²



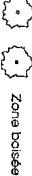
ZONE DE STOCKAGE
Superficie en zone exploitée = 2200 m²
Superficie en zone non-exploitée = 600 m²
Bassin de décantation
Superficie en zone exploitée = 1250 m²
Superficie en zone non-exploitée = 410 m²
Direction d'exploitation



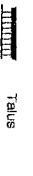
PISTE
Linéaire = 700 m



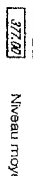
FRONT DE TAILLE



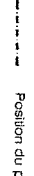
Zone boisée



Talus



Niveau moyen de la plate-forme



Position du profil en long



ZONE EXPLOITEE
REMISE EN ETAT = 1550m²

45 Boulevard Léon Bourgeois
81100 CASTRES

Référence : 97040TR-05

à CASTRES : 01 AVRIL 2005

MISE A JOUR

Dessiné par JOUGLA J-C

-S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

e mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

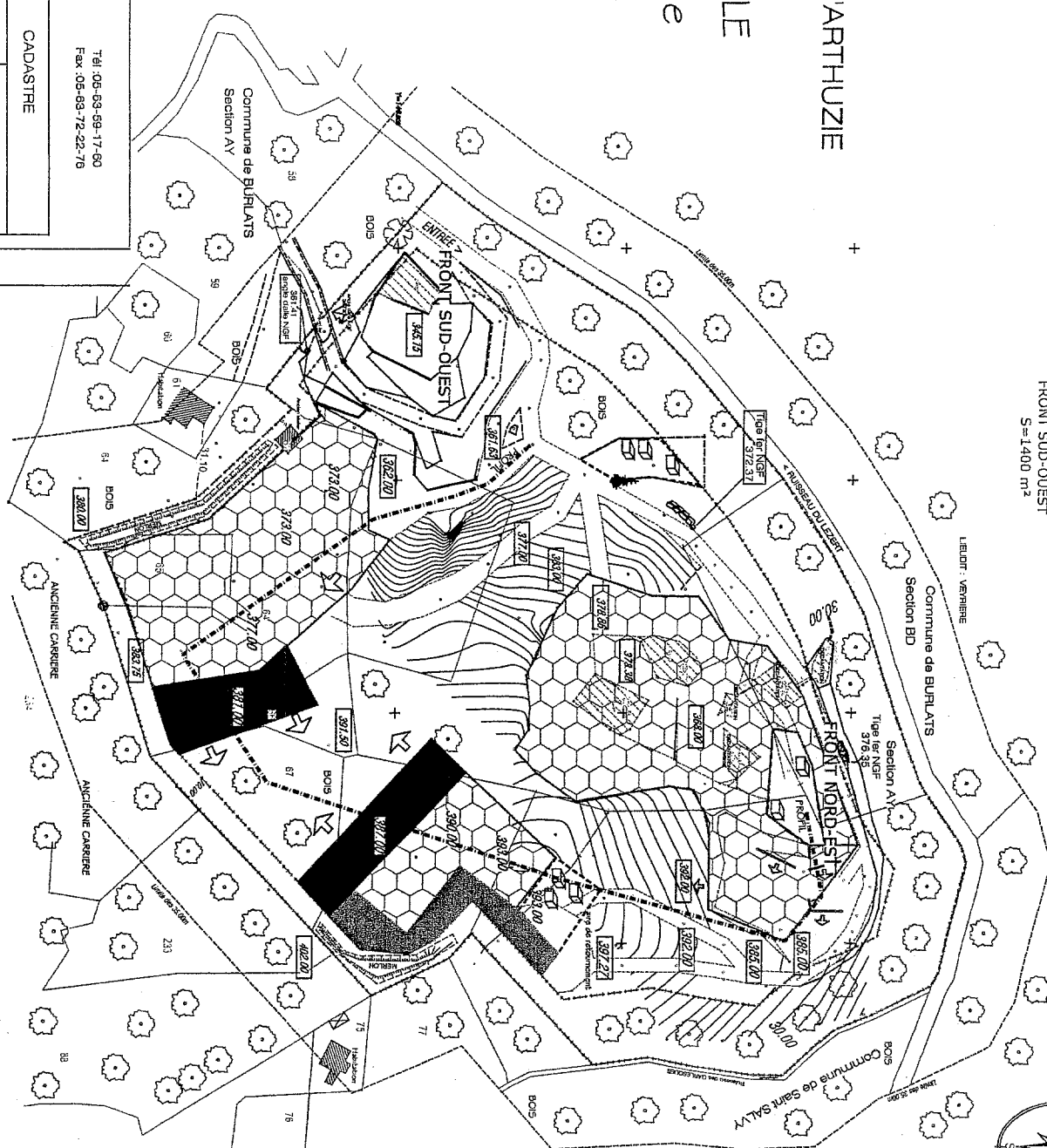
Tél : 06-63-69-17-60
Fax : 06-63-72-22-76

CADASTRE

SECTION AY

Nucléos
63-70-71-72-73
62-64-65-66-67-68-69-
de l'AUTORISATION Bha 84a 79ca

SUPPLEMENTAIRE



LEGENDE
Point de nivellement
périphérie des parcelles visées dans la demande d'autorisation
Limite de la zone exploitée
Résolution du plan cadastral

NOTA :
COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT
NIVELLEMENT RATTACHE AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE

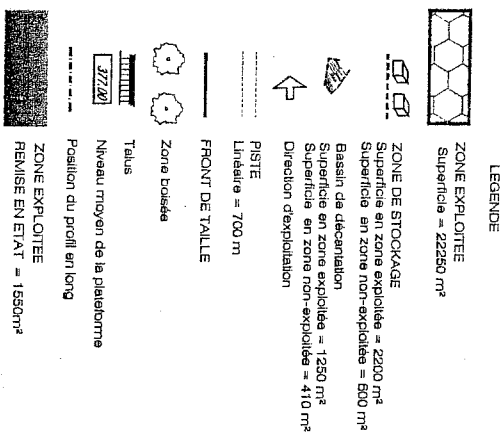
DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LIEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de IARTHUZIE

TRANCHE PREVISIONNELLE 5ème tranche quinquennale

ECHELLE : 1 / 2000

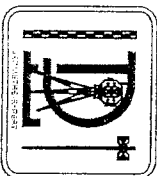


-S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

e-mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

Tel : 05-65-59-17-60
Fax : 05-65-72-22-76

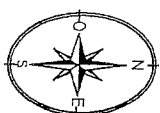
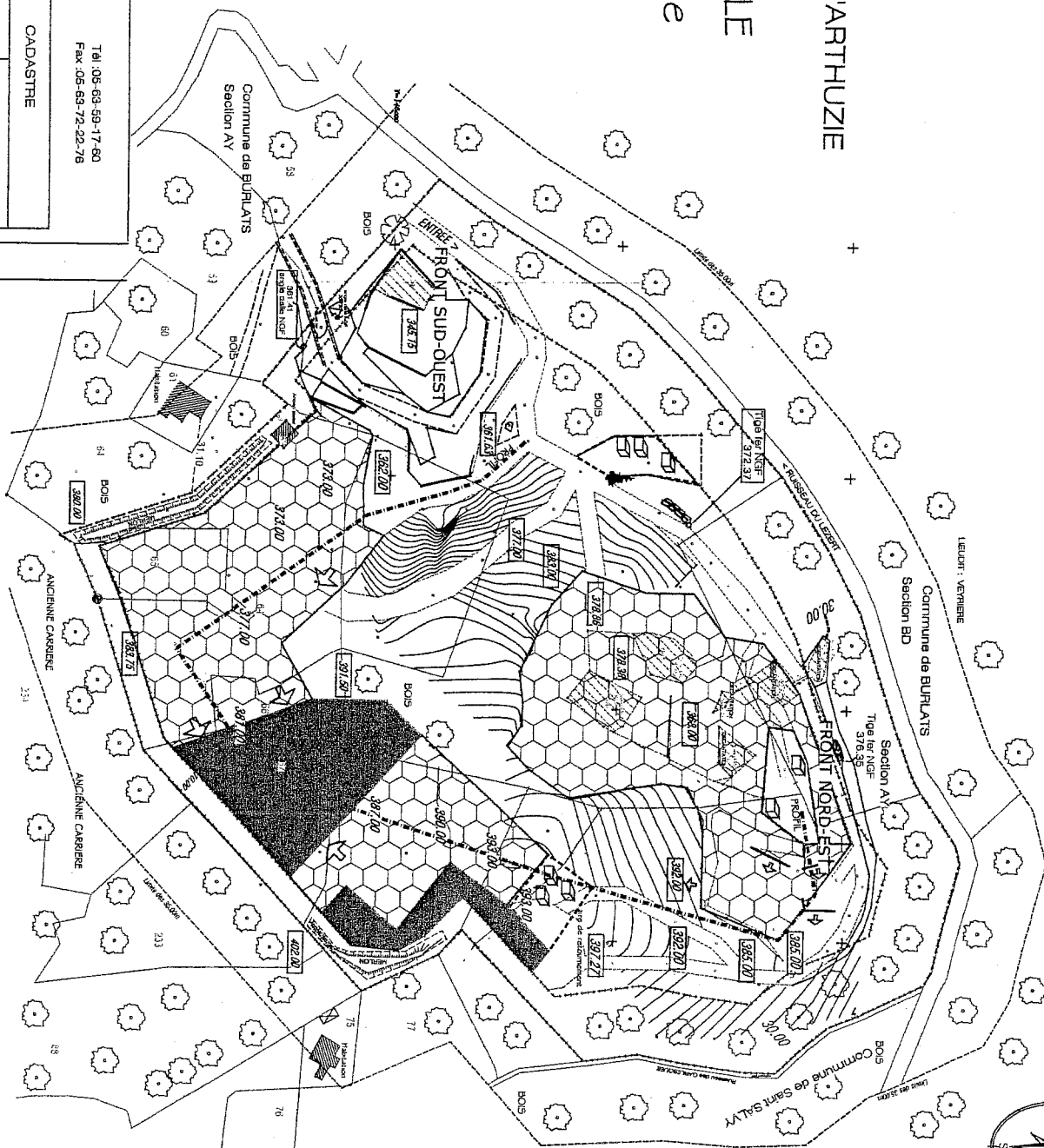
Référence : 97040TR-05
à CASTRES : en AVRIL 2005
MISE A JOUR
Dessiné par : JOUGI A J-C



CADASTRE	
SECTION	AY
Nombres	63-70-71-72-73 62-64p-65-66-67-68-69- de l'AUTORISATION
Superficie	8ha 04a 70ca

5ème tranche
hauteur de front 6,00m
FRONT NORD-EST
S=4500 m²

NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.
Tranche prévisionnelle indiquée par l'exploitation.



LEGENDE

- Point de nivellement
- limites des parcelles visées dans la demande d'arrêté
- limites de la zone exploitable
- Restitution du plan cadastral

NOTA :
COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT
NIVELLEMENT BATIMETRIQUE AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE.

DEPARTEMENT DU TARN
Commune de BURLATS
LEUDIT : PLAMBORDE

CARRIERE de GRANIT PLAMBORDE

Exploitant : S.A.R.L. Les CARRIERES de L'ARTHUZIE

PROJET

de REMISE en ETAT

ECHELLE : 1 / 2000

ZONE EXPLOITEE



REMISE EN ETAT S = 37a 40a 00ca env.

Volume des REVEGLAS pour TALUS 1/1 = 8000 m³ env.

Volume de TERRE VEGETALE = 6500 m³ env.

ANNEXE

Talus-Plate-



REMISE EN ETAT S = 25a 00ca env.

Volume de TERRE VEGETALE = 500 m³ env.

45 Boulevard Léon Bourgeois
81100 CASTRES

Référence : 97040TR-05

à CASTRES en AVRIL 2005

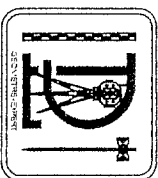
MISE A JOUR

Designé par JOUGLA JC

-S.C.P. Christophe DUHEM-
GEOMETRE-EXPERT-D.P.L.G.

e-mail : C.DUHEM@wanadoo.fr

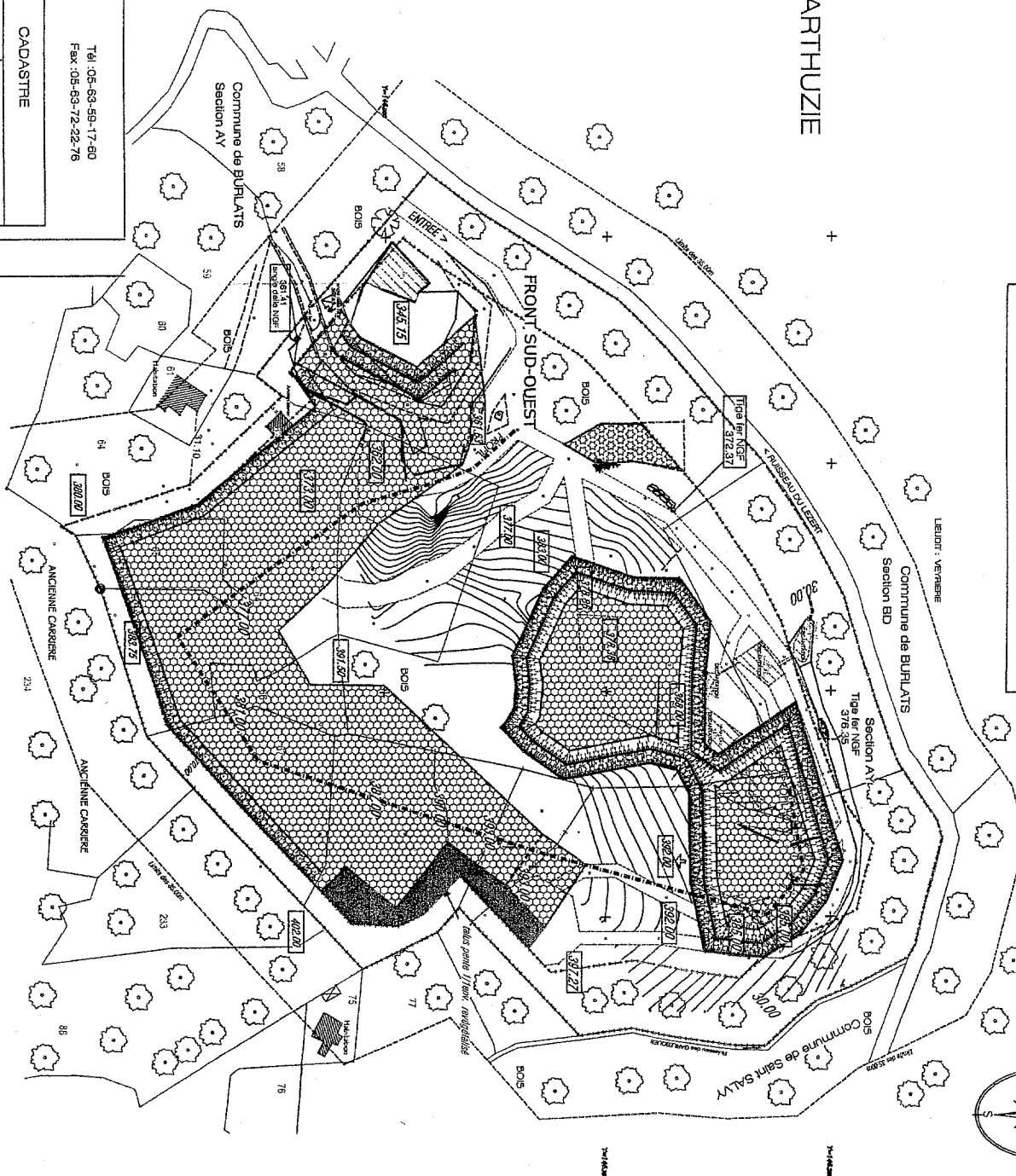
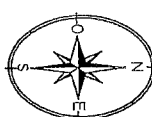
Tél : 05-63-59-17-60
Fax : 05-63-72-22-76



CADASTRE	
SECTION	AV
Numéros	63-70-71-72-73 62-64p-65-66-67-68-69- de l'AUTORISATION
	Bha Bha 79ca

LEGENDE
Talus pente 1/1 env. revégétalisé
Ancienne plateforme remise en terre végétale

NOTA :
Fond de plan extrait du plan cadastral.



LEGENDE
Point de nivellement
périmètre des parcelles visées dans la demande d'autorisation
limite de la zone exploitable
Fond de plan cadastral

NOTA :
COORDONNEES : SYSTEME LAMBERT
NIVELLEMENT TRIANGULAIRE AU NIVELLEMENT GENERAL DE LA FRANCE.